

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

NATURE DU MARCHÉ : Marché public de travaux

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

ÉTAT – Ministère des transports

Direction Interdépartementale des Routes Nord

Point de contact : Mme la Directrice Interdépartementale des Routes Nord

Adresse : 44 Ter rue Jean Bart - CS 20275

Code postal : 59019 Ville : Lille cedex

Téléphone : 03 20 49 63 44 - Télécopieur : 03 20 49 60 68

Courriel : dirn@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <https://www.dir.nord.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché :

Renouvellement de la Signalisation Horizontale du réseau DIR Nord

Type de marché : Travaux

Classification CPV

Objet principal : 45233221-4

Lieu de livraison : ensemble du réseau routier national géré par la DIR Nord

L'avis implique : accords-cadres à bons de commande

Information sur l'accord cadre :

Accords-cadres avec un seul opérateur ;

Durée de l'accord-cadre : 12 mois, reconductible tacitement 3 fois pour une durée totale de 48 mois

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Les prestations sont les travaux de renouvellement de marquage routier sur le réseau routier de la DIR Nord.

Nature et étendue des prestations :

Il s'agit d'accords-cadres exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, décomposé en 5 lots, sans minima et avec les montants maxima suivants fixés respectivement pour chaque lot :

- **Lot n° 1**

Travaux de renouvellement de marquages routiers pour le district Littoral

Il est fixé un maximum de 1 360 000 € HT par an, soit 5 440 000 HT pour 4 ans.

À titre indicatif et sans engagement de la part du RPA, le volume de dépense est estimé à 696 338 € HT pour une année.

- **Lot n° 2**

Travaux de renouvellement de marquages routiers pour le district de Lille

Il est fixé un maximum de 1 120 000 € HT par an, soit 4 480 000 € HT pour 4 ans

À titre indicatif et sans engagement de la part du RPA, le volume de dépense est estimé à 586 424 € HT pour une année.

- **Lot n° 3**

Travaux de renouvellement de marquages routiers pour le district Amiens -Valenciennes
Il est fixé un maximum de 1 760 000 € HT par ans, soit 7 040 000 € HT pour 4 ans.
À titre indicatif et sans engagement de la part du RPA, le volume de dépense est estimé à 853 225 € HT pour une année.

- **Lot n° 4**

Travaux de renouvellement de marquage routier pour le district de Laon
Il est fixé un maximum de 1 400 000 € HT par an, soit 5 600 000 € HT pour 4 ans.
À titre indicatif et sans engagement de la part du RPA, le volume de dépense est estimé à 720 469 € HT pour une année.

- **Lot n° 5**

Travaux de renouvellement de marquage routier pour le district Reims-Ardenne
Il est fixé un maximum de 1 670 000 € HT par an, soit 6 680 000 € HT pour 4 ans.
À titre indicatif et sans engagement de la part du RPA, le volume de dépense est estimé à 654 878 € HT pour une année.

Options :

- * Le marché prévoira une ou plusieurs reconductions, le titulaire ne pourra pas les refuser ;
- * Nombre de reconductions éventuelles : 3

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Oui

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les régissent :

- * Origine du financement : budget État - programme 0203 ;
- * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- * Les prix seront révisables ;
- * Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes et de paiement partiels définitifs ;
- * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour un même marché, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :

Il sera fait application de l'article L. 2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

- **Si le candidat utilise le DUME :**

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-4 du CCP en complétant

le DUME rédigé en français.

- **Si le candidat n'utilise pas le DUME :**

Situation juridique - références requises :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <http://www.economie.gouv.fr> (DAJ / Formulaires - Marchés publics) ;
- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du CCP seront exclus ;
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP pourront être exclus.

Capacité économique et financière - références requises :

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux):

Le chiffre d'affaires annuel global du candidat :

- pour le lot n° 1 sera supérieur à 700 000 € HT ;
- pour le lot n° 2 sera supérieur à 500 000 € HT ;
- pour le lot n° 3 sera supérieur à 500 000 € HT ;
- pour le lot n° 4 sera supérieur à 300 000 € HT ;
- pour le lot n° 5 sera supérieur à 300 000 € HT.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

les certificats de qualifications professionnelles suivants : CQP applicateur, CQP chef applicateur et CQP poseur de signalisation temporaire attribué par la Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CPNEFP).

Les certificats de qualité délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes.

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour

l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Après classement par ordre décroissant des offres de chaque lot conformément aux critères pondérés définis ci-après et de l'ordre de préférence que le candidat aura établi, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

Toutefois, pour des raisons tenant à l'objet du marché et à ses conditions d'exécution, un candidat ne pourra pas se voir attribuer plus de deux lots.

Pour le cas où un candidat, qui a présenté une offre pour plusieurs lots, est classé premier sur plus de deux d'entre eux, le choix de ceux qui lui seront attribués sera fonction de l'ordre de préférence géographique qu'il aura établi à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Pour le cas où un candidat est seul sur un lot, ce lot lui sera attribué en priorité indépendamment de l'ordre de préférence géographique qu'il aura établi à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Pour le cas où un candidat est seul sur plus de 2 lots, et indépendamment de l'ordre de préférence géographique, il pourrait lui être attribué plus de 2 lots.

PROCÉDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 05/03/2026

Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DIRN-SPT-GFM-2026-03-01

Autres informations :

* Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;

* Unité monétaire utilisée, l'euro ;

* Pour l'application de la section relative aux lots ci-dessus, le candidat peut soumissionner à un seul lot ou l'ensemble des lots. Il remettra une offre par lot comportant, notamment, un acte d'engagement pour chacun d'eux ;

* Accord-cadre à bons de commande ;

* Il s'agit d'un marché à caractère périodique ;

* Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires.

Modalités d'ouverture des offres :

* Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non

* L'ouverture des plis n'est pas publique

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique indiquée ci-dessus.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

*** Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de**

dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans le présent avis, le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

* L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur.

* Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue.

* Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

* La copie de sauvegarde, prévue à l'arrêté du 22 mars 2019 modifié fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".

* La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 modifié relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Lille

Adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039

Code postal : 59014 - Ville : Lille cedex

Téléphone : 03 59 54 23 42 - Télécopieur : 03 59 54 24 45

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L. 551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R. 421-1 à R. 421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS À LA PUBLICATION : 26/01/2026

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU(X) LOT(S)

Classification CPV pour chaque lot :

Objet principal : 45233221-4 – travaux de marquage routier

Description succincte

- **Lot n° 1**

Travaux de renouvellement de marquages routiers pour le district Littoral

Il est fixé un maximum de 1 360 000 € HT par an, soit 5 440 000 HT pour 4 ans.

- **Lot n° 2**
Travaux de renouvellement de marquages routiers pour le district de Lille
Il est fixé un maximum de 1 120 000 € Ht par an, soit 4 480 000 € HT pour 4 ans
- **Lot n° 3**
Travaux de renouvellement de marquages routiers pour le district Amiens -Valenciennes
Il est fixé un maximum de 1 760 000 € HT par ans, soit 7 040 000 € HT pour 4 ans.
- **Lot n° 4**
Travaux de renouvellement de marquage routier pour le district de Laon
Il est fixé un maximum de 1 400 000 € HT par an, soit 5 600 000 € HT pour 4 ans.
- **Lot n° 5**
Travaux de renouvellement de marquage routier pour le district Reims-Ardenne
Il est fixé un maximum de 1 670 000 € HT par an, soit 6 680 000 € HT pour 4 ans.

PUBLICATION AU BOAMP

Département de publication : 02|08|51|59|60|62|80

Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :

Entretien et exploitation du réseau routier national structurant

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

24 - Produits chimiques

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP : 26-8857